



Vendredi 06 juillet 2018

Communiqué de presse

L'intersyndicale (SNES-FSU, SE-UNSA, Sgen-CFDT, CGT Éducation, SNFOLC, Sud éducation, SNPTES) a rencontré le 4 juillet 2018 le directeur de cabinet du ministre de l'Éducation nationale, M. Christophe Kerrero ainsi que la conseillère sociale, Mme Isabelle Bourhis.

Il a été confirmé qu'une « Une mission nationale relative à la stratégie nationale de l'orientation » composée de 2 inspecteurs généraux et de 2 personnalités extérieures, notamment P. Charvet, démarrera dès le vote de la loi. Concernant le transfert des DRONISEP, M. Lacroix, IGAENR, rendra fin juillet son rapport sur l'Onisep proposant les modalités du transfert, le calendrier et les moyens en personnels transférés. L'intersyndicale a demandé que la lettre de mission, dans un premier temps, puis le rapport de M. Lacroix soient transmis à toutes les OS.

L'intersyndicale a réaffirmé sa demande de maintien des DRONISEP et des personnels au sein de l'Éducation nationale et rappelé l'incompréhension des personnels et leur opposition majoritaire au démantèlement de l'Onisep. Mais le directeur de cabinet a de nouveau confirmé que les dispositions de la loi qui vont être votées seront appliquées. Ainsi prévoit-on de transférer quelques 200 personnels vers des missions et des structures non définies, sans visibilité des coordinations possibles et au risque de mettre à mal le service public d'information représenté par l'ONISEP. Le calendrier prévu resterait inchangé avec une mise en œuvre au 1^{er} janvier 2019, ce qui est bien trop court pour une organisation respectueuse des personnels et de la qualité du service.

L'intersyndicale a exprimé sa volonté de voir le réseau des CIO, service public d'orientation de l'éducation nationale maintenu et a fait part des fortes inquiétudes des personnels concernant l'avenir des CIO après le dépôt d'un amendement par la commission culture du sénat visant à supprimer toute référence aux CIO dans le code de l'Éducation. Cette mesure radicale faisait suite à l'annonce de fermeture de tout le réseau par le MEN, début avril 2018. Le directeur de cabinet a indiqué que le gouvernement n'était pas favorable à cet amendement et souhaitait maintenir à minima un CIO par département. Mais il a également précisé que ce maintien serait assorti d'une redéfinition des missions.

Sans autre argument que la volonté de « rapprocher les psychologues des élèves », car « le lieu unique de l'orientation, le mieux adapté [serait] l'établissement scolaire », le MEN ne répond ni aux problèmes de faisabilité, ni aux objections sur le fond. Comment les PSYEN seraient-ils plus présents avec 1500 élèves en charge, d'autant qu'aucun recrutement supplémentaire n'est envisagé par le MEN.

Enfin, le décret du 1^{er} février 2017 devrait être réécrit au moins pour l'affectation des personnels.

L'intersyndicale constate qu'à part la décision positive de conserver au moins un CIO par département, toutes ses demandes se sont heurtées aux mêmes positions, sans perspective d'ouverture.

Elle appelle donc les personnels à se réunir dès la première semaine de rentrée afin de décider de la poursuite des actions. D'ores et déjà, elle propose qu'une déclaration intersyndicale commune soit lue le jour de la pré-rentrée pour informer les enseignants et tous les membres de l'équipe éducative de ces projets néfastes pour l'avenir des élèves et des étudiants. Elle appelle également à informer les parents d'élèves et à prévoir des actions conjointes.

En fonction de la version finale du projet de Loi, l'intersyndicale prendra de nouveau rendez-vous avec le ministère dès la rentrée.